

## 10 Compte financier de la balance des paiements

Le compte financier de la balance des paiements retrace tous les flux financiers entre la France et l'étranger, plus précisément entre les résidents et les non-résidents. Ces flux financiers recouvrent les investissements directs, les investissements de portefeuille, les « autres investissements », sous la forme de prêts et d'emprunts courants, les flux liés aux instruments financiers dérivés et les acquisitions ou cessions d'avoires de réserve. Ils équilibrent, aux erreurs et omissions près, le solde des transactions courantes. Ainsi, en 2017, des entrées nettes de capitaux financent le solde déficitaire des transactions courantes. Par ailleurs, elles diminuent la position extérieure nette des résidents français qui mesure leur patrimoine financier net.

Au sein du compte financier, les investissements directs (prises de participation au moins égales à 10 % du capital, bénéfiques réinvestis et prêts entre sociétés affiliées) se soldent en 2017 par des investissements nets (c'est-à-dire des sorties nettes de capitaux) de 7 milliards d'euros, après 25 milliards d'euros en 2016. Les opérations en capital social présentent un solde négatif (entrées nettes) de 3 milliards d'euros, du fait d'une baisse des investissements français à l'étranger, à 26 milliards d'euros après 34 milliards d'euros en 2016, tandis que les investissements étrangers en France restent à un niveau élevé (29 milliards d'euros). Les opérations de prêts intragroupes se soldent à l'inverse par des sorties nettes de capitaux.

Après retraitement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs appartenant à un même

groupe international, les investissements français à l'étranger nets s'élèvent à 52 milliards d'euros (57 milliards d'euros en 2016) et les investissements étrangers en France nets à 44 milliards d'euros (32 milliards d'euros en 2016).

En 2017, les investissements de portefeuille nets s'établissent à 20 milliards d'euros. Les achats nets de titres étrangers par les résidents s'élèvent à 48 milliards d'euros, correspondant essentiellement à des achats nets d'actions et de parts d'organismes de placement collectif (OPC), pour 43 milliards d'euros, tandis que les achats de titres de dette à court terme pour 22 milliards d'euros sont en partie compensés par des désinvestissements sur les titres de dette à long terme pour 16 milliards d'euros. Les acquisitions nettes de titres français par les non-résidents s'élèvent à 28 milliards d'euros : ils acquièrent des parts d'OPC pour 21 milliards d'euros, des titres de dette à long terme pour 12 milliards d'euros et des titres de dette à court terme pour 7 milliards d'euros (même s'ils diminuent leur détention de titres publics) ; en sens inverse, ils réduisent de 12 milliards d'euros leur détention d'actions françaises.

Par ailleurs, les opérations courantes de prêts et emprunts dites « autres investissements » se traduisent par des entrées nettes de capitaux, pour 55 milliards d'euros, après 46 milliards d'euros en 2016, le secteur bancaire français ayant notamment à nouveau été contributeur net en financements levés auprès de l'étranger, mais dans une proportion moindre que les années précédentes. ■

# Compte financier de la balance des paiements 10

## 1. Compte financier de la balance des paiements

en milliards d'euros

	2015	2016	2017
<b>Investissements directs</b>	<b>7,1</b>	<b>25,4</b>	<b>7,4</b>
<b>Français à l'étranger<sup>1</sup></b>	<b>48,0</b>	<b>57,2</b>	<b>51,6</b>
Capital social	18,0	34,3	26,0
Réinvestissement des bénéficiaires	4,9	14,2	13,1
Prêts intragroupes et crédits commerciaux	25,1	8,6	12,5
<b>Étrangers en France<sup>1</sup></b>	<b>40,9</b>	<b>31,8</b>	<b>44,2</b>
Capital social	27,8	27,2	28,9
Réinvestissement des bénéficiaires	7,1	7,9	6,5
Prêts intragroupes et crédits commerciaux	6,0	- 3,3	8,7
<b>Investissements de portefeuille...</b>	<b>38,9</b>	<b>21,5</b>	<b>19,9</b>
<b>... des résidents sur titres émis par les non-résidents</b>	<b>43,5</b>	<b>41,4</b>	<b>47,9</b>
Actions	- 16,1	9,7	17,2
Titres d'OPC	16,7	12,6	25,5
Obligations et assimilés	56,2	22,1	- 16,4
Titres de créance à court terme	- 13,3	- 2,9	21,6
<i>dont titres publics</i>	- 7,2	- 15,1	- 20,1
<b>... des non-résidents sur titres émis par les résidents</b>	<b>4,6</b>	<b>20,0</b>	<b>28,0</b>
Actions	- 3,4	- 2,9	- 11,9
Titres d'OPC	13,5	21,5	21,1
Obligations et assimilés	22,2	- 1,8	12,1
Titres de créance à court terme	- 27,6	3,2	6,7
<i>dont titres publics</i>	10,5	- 15,1	- 12,3
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>13,0</b>	<b>- 15,9</b>	<b>- 1,2</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>- 66,9</b>	<b>- 46,2</b>	<b>- 54,9</b>
<i>dont IFM<sup>2</sup></i>	- 97,9	- 27,8	- 13,6
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>7,2</b>	<b>2,2</b>	<b>- 3,0</b>
<b>Compte financier</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 13,0</b>	<b>- 31,9</b>
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>8,4</b>	<b>2,4</b>	<b>- 19,9</b>

1. Après compensation des prêts entrants et sortants entre sociétés sœurs appartenant à un même groupe.

2. IFM : institutions financières monétaires.

Champ : France.

Note : convention de signe de la 6<sup>e</sup> édition du manuel de la balance des paiements. S'agissant des opérations en avoires et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoires ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoires ou des engagements. S'agissant du solde, un chiffre positif traduit une augmentation nette des avoires des résidents ou une diminution de leurs engagements, un chiffre négatif traduit une diminution nette des avoires des résidents ou bien une augmentation de leurs engagements.

Source : Banque de France.

La balance des paiements est établie depuis 2014 suivant la nouvelle méthodologie internationale de la 6<sup>e</sup> édition du manuel de la balance des paiements du FMI. L'introduction de la nouvelle méthodologie s'est accompagnée d'une révision des séries à la suite de l'introduction de nouvelles collectes (notamment sur les

services) et d'une rétopolation jusqu'en 1999.

Le site internet de la Banque de France (<http://www.banque-france.fr>) met à disposition des notes et études détaillant la méthodologie de la balance des paiements ainsi que les principales séries statistiques, mises à jour chaque mois.